Séance publique du 22 janvier 2001

Délibération n° 2001-6228

commission principale : urbanisme, habitat et développement social

commission (s) consultée (s) pour information : finances et programmation

commune (s) : Lyon 9°

objet : **La Duchère - Convention-cadre 2000 de gestion sociale de proximité - Fonds de travaux urgents - Médiateur social de proximité - Conventions de participation financière**

service : Délégation générale au développement urbain - Direction des opérations - Développement social urbain

Le Conseil,

Vu le rapport du 10 janvier 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Convention-cadre 2000 de gestion sociale de proximité -

La Communauté urbaine, par délibération en date du 25 mai 1998, a été autorisée à signer avec différents partenaires une convention de gestion sociale de proximité pour les années 1998 et 1999. Cette convention poursuivait deux objectifs : améliorer, d'une part, le cadre de vie des habitants de la Duchère et, d'autre part, le lien social dans le quartier, ces deux objectifs étant déclinés en actions opérationnelles.

Etant donné l'évaluation de la convention de gestion sociale de proximité menée pendant l'année 2000 et la signature tardive du nouveau contrat de ville pour les années 2000-2006 définissant de nouvelles lignes stratégiques, il a été convenu par l'ensemble des signataires de la convention-cadre de reconduire les actions de gestion sociale de proximité pour l'année 2000 sous forme d'une nouvelle convention. Celle-ci est proposée à signature et reprend les actions et les engagements financiers de chacun des partenaires, selon le tableau ci-joint.

Parmi les douze actions mentionnées dans la convention, quatre ont déjà fait l'objet d'une délibération du conseil de Communauté le 25 septembre 2000 :

- la rénovation du bâtiment 440,
- la participation au gardiennage de la barre 440,
- le réaménagement de l'espace résiduel de la barre 550,
- la remise en état des espaces de proximité des barres 530 et 540 à la Sauvegarde.

De plus, la Communauté urbaine a soutenu, par délibération en date du 25 mai 1999, la mise en place d'un fonds de travaux urgents pour le quartier de la Duchère à Lyon 9°.

Fonds de travaux urgents -

Dans le cadre de la gestion sociale de proximité menée au titre du contrat de ville 2000, il est prévu la poursuite du fonds de travaux urgents qui permettrait de réaliser rapidement une remise en état du mobilier urbain, des espaces extérieurs et de nettoyer les graffitis des bâtiments.

L'ensemble des partenaires propose le financement par ce fonds, d'un certain nombre de petits travaux dont le nettoyage des tag et graffitis, la réfection des montées d'escaliers, la création de cheminements piétonniers, la revégétalisation de certains espaces, le remplacement de bornes endommagées, etc.

Le coût total de cet aménagement réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la ville de Lyon est de 200 000 F TTC. La réalisation des travaux se prolongerait pendant l'année 2001.

Le plan de financement serait le suivant :

- ville de Lyon	40 000 F
- communauté urbaine de Lyon	60 000 F
- Etat	100 000 F

Médiateur dans le cadre de la médiation sociale de proximité -

Dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion sociale de proximité pour 2000, il est prévu la poursuite de l'action de médiation sociale menée par l'OPAC du Grand Lyon, l'objectif étant de participer à la résolution et à la réduction des conflits de voisinage, de soutenir les agents de proximité et d'être l'interlocuteur des partenaires sociaux.

Le coût total de la mission est fixé à 220 000 F TTC et serait financé comme suit :

- communauté urbaine de Lyon	51 000 F
- ville de Lyon	51 000 F
- Région	51 000 F
- OPAC du Grand Lyon	67 000 F

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date des 25 mai 1998, 25 mai 1999 et 25 septembre 2000 ;

Où l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Autorise monsieur le président à signer :

a) - la convention-cadre 2000 de gestion de proximité,

b) - les conventions de participation financière à passer avec la ville de Lyon pour le fonds de travaux urgents et avec l'OPAC du Grand Lyon pour le médiateur.

2° - Accepte le versement par la Communauté urbaine d'une participation financière de 60 000 F nets de taxes pour le fonds de travaux urgents et de 51 000 F nets de taxes pour le médiateur.

3° - La dépense correspondante sera prélevée sur les crédits à inscrire au budget de la Communauté urbaine - exercice 2001 - comptes 657 570 et 657 370 - fonction 824 - opération 0452.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,